

## **Interview accordée par Mohamad Ameer, ministre délégué chargé de la Communauté marocaine résidant à l'étranger**

Source : *Le Matin* du 27/08/2008

«Il faut renouveler notre réflexion sur l'émigration»...Nécessité de l'adapter aux nouveaux enjeux de la mondialisation

A bord de bateaux, d'avions et de véhicules, des dizaines de milliers d'émigrés ont pris la route du retour pour regagner leur lieu de travail en Europe. Alors que la phase retour de l'opération transit bat son plein au port de Tanger, malgré la fatigue et la cadence infernale du départ, les visages des parents et des enfants sont à tout le moins rayonnants.

La joie que l'on peut lire dans leurs yeux vaut mille discours. Elle témoigne en tout cas du formidable changement du comportement des autorités opéré à l'égard de ces migrants qui ont connu différentes trajectoires de vie. Le souvenir des «amicales sécuritaires» qui dans les précédentes décennies enserraient leurs vies quotidiennes a fait place à de la considération des pouvoirs publics qui reconnaissent désormais leurs rôles dans le développement économique et social du Maroc.

La sollicitude accordée aux Marocains du monde par le Souverain, son implication et son engagement sur cette question y sont pour beaucoup. Reste que la multiplicité des intervenants sur ce dossier, ministère, fondations, Conseil de la communauté marocaine... pourrait causer une déperdition d'énergies et de moyens. Sur cette question, le ministre évoque une complémentarité. «La synergie, dit-il, et la dynamique initiée entre le gouvernement qui définit un programme d'action, le Conseil qui est une force de proposition auprès du Souverain et la Fondation qui est un instrument de mise en œuvre, permettent actuellement une bonne coordination et cohérence des acteurs.

La mise en place d'un comité interministériel sur la question sensible de l'enseignement de la langue et de la culture marocaine à l'étranger dans un cadre concerté en témoigne». Réponse diplomatique sans doute mais qui montre que la question de l'émigration et son impact est une question globale qui interpelle tous les pouvoirs publics. Question récurrente, complexe par ses aspects d'intégration et d'identité culturelle notamment, cruciale par son impact économique, obsédante sans nul doute par l'importance prise dans les médias, souvent traitée avec passion par les médias d'ici et de là-bas. Mohamed Ameer qui est au gouvernement en charge de ce dossier est un spécialiste de l'aménagement du territoire. Ce souci du territoire réapparaît à travers l'analyse qu'il fait de l'émigration, de son impact économique et social.

---

**Le Matin : On connaît la réflexion «Si la richesse ne vient pas aux hommes, les hommes vont à la richesse» qui peut expliquer l'acte d'émigrer Qui est-elle et que représente-t elle ?**

Mohamed Aneur : Pour être concis, je dirai que l'émigration marocaine, c'est 12% de la population, soit 3,2 millions répartis à travers le monde dans une trentaine de pays avec une concentration en Europe où 87% s'y sont installés. L'émigration c'est aussi une force de frappe économique avec quelque 57 milliards de dirhams de transferts directs et quelque 40 milliards de dirhams de transferts invisibles et la contribution au tourisme et à l'habitat. L'impact sur le développement et la stabilité du pays notamment en termes de lutte contre la pauvreté au cours de ce dernier demi-siècle est important et l'impulsion donnée à la modernisation du pays est considérable. Dans le processus de mondialisation, le rôle des migrants est appelé à se développer car ils apportent non seulement de l'argent mais aussi des compétences, des talents, des savoir-faire qui sont pour notre pays autant de valeurs ajoutées. Je reviens des Etats-Unis où la communauté marocaine compte nombre de managers, de chercheurs, des entrepreneurs, des artistes et écrivains qui contribuent au rayonnement de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil.

**Il y a 44 ans, les gouvernements belge et marocain signaient une convention pour l'envoi d'émigrés marocains qui, à l'époque, étaient des paysans et des ouvriers agricoles embauchés dans les mines et les champs du Nord. En vous écoutant, on mesure les mutations des profils de ces migrants qui doivent sans doute vous interpeller ?**

La population marocaine établie à l'étranger a doublé en dix ans. Sa physionomie a également changé. Ce ne sont plus, comme vous le constatez, des ouvriers qui partent travailler dans les usines mais des cadres, des ingénieurs, des informaticiens qui font le choix de migrer et qui, autre mutation, choisissent le plus souvent de s'installer, de s'enraciner dans les pays d'accueil, de devenir Américains, Belges, Néerlandais ou Français.

Tout cela nous interpelle dans le sens où il faut constamment adapter, rénover renouveler, repenser nos politiques publiques qui doivent intégrer ces nouveaux enjeux. L'analyse migratoire que nous avons réalisée à travers différents pays a montré qu'aujourd'hui l'émigration se sédentarise, les nouvelles générations s'enracinent dans les pays d'accueil. Pour renforcer les liens et éviter tout délitement, notre politique doit accompagner cette dynamique d'enracinement. Il n'y a aucune contradiction aujourd'hui entre l'enracinement et le lien avec le pays d'origine. Des études ont montré au contraire que le migrant qui est bien intégré dans le pays d'accueil est encore mieux considéré dans son pays, sa région, sa ville où il peut y être un acteur de développement. Nous avons évoqué toutes ces mutations.

**Quel est votre sentiment quant à cette question d'exode des cerveaux qui n'est pas une lubie quand on sait que des promotions entières d'ingénieurs et d'informaticiens dont la formation coûte des centaines de millions de dirhams à l'Etat marocain sont «siphonnées» par des chasseurs de tête canadiens par exemple ? Ce thème ne devrait-il pas être au cœur des coopérations ?**

L'exode des cerveaux est une réalité et touche de nombreux pays. On ne peut pas arrêter ce phénomène sauf par des politiques autoritaires. Il faut réfléchir à la manière de le rendre profitable aux deux parties. Le Maroc défend une approche globale qui associe à la fois l'aspect de sécurité, de mobilité, d'intégration des populations dans les pays d'accueil. Sans

doute, faudrait-il approfondir davantage certains aspects de la politique de co-développement qui devrait être plus équilibrée et profitable à tous. On parle aujourd'hui de la mobilité circulaire qui permet à des cadres de travailler dans les pays d'accueil et de revenir après un certain temps. Le Maroc a engagé des expériences dans ce sens avec l'Espagne.

**La problématique de l'immigration est devenue une priorité pour l'Union européenne dont la présidence est assurée par la France qui a présenté «Le pacte d'immigration». Quel regard portez-vous sur l'actualité de l'immigration ?**

Un sentiment de paradoxe. Les expériences migratoires ne sont pas semblables ici et là en Europe. Mais la mobilité a toujours été une donnée structurante dans le monde. On ne peut pas concevoir un monde sans mobilité. Si l'Europe se replie sur elle-même, elle exprime aussi un déficit démographique important.

Mais le débat sur l'immigration n'est pas dépassionné, il est souvent traité sur le mode réactif et passionnel alors même qu'il nécessite un traitement de raison et de dialogue.

Les Pays-Bas, que vous avez évoqués, ont par exemple développé une politique d'intégration des migrants par le biais d'une politique d'éducation, d'intégration sociale et de citoyenneté, d'accès au logement pour favoriser la mixité, de droit au vote, aux élections locales. Si les pouvoirs publics néerlandais ne le font pas, d'autres acteurs, associations et autres le feront parfois sans contrôle.

**Qu'en est-il du débat sur la double nationalité, les autorités hollandaises exigeant que les émigrés fassent le choix entre leur nationalité d'origine ou celle de leur pays d'accueil ?**

C'est un débat latent qui resurgit de temps à autre selon le climat politique du moment. Le gouvernement néerlandais est néanmoins conscient de la complexité du problème notamment après la réaction du gouvernement marocain.

**Depuis le 11 Septembre, les problèmes d'identité, de culture et de religion occupent une place prégnante dans les débats et les polémiques des médias européens. Quel est votre sentiment ?**

Nous sommes conscients de cela et nous travaillons sur un programme de création de centres culturels pour les cinq prochaines années dans les pays d'accueil de la communauté marocaine, en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient, et en partenariat avec eux, car il s'agit de problématiques que nous partageons.

Le premier centre qui va voir le jour va être inauguré à Bruxelles, le deuxième à Barcelone. Les Catalans ont mis à notre disposition le terrain et le bâtiment et nous allons contribuer à l'animation du centre pour en faire un espace d'échange, de débats pour mieux nous connaître, d'apprentissage linguistique et culturel. Les questions identitaires sont en effet de plus en plus sensibles et il est de notre devoir de consolider les liens de notre communauté avec sa culture. Nous travaillons également sur le projet d'une université d'été au Maroc pour l'enseignement de l'arabe aux émigrés, l'objectif étant, à terme, d'ouvrir les écoles en été pour cet enseignement.

**Le phénomène migratoire dont la pression s'est accélérée un peu partout dans le monde est au cœur des réflexions politiques. Quels sont les prochains rendez-vous ?**

Au mois d'octobre, il y aura une conférence à Paris sur ce thème et une conférence sur l'émigration et le développement à Manille aux Philippines qui va plancher sur l'ensemble des

problématiques, à savoir la circulation migratoire, l'exode des cerveaux, la sécurité et les droits des migrants, le co-développement, etc.

**Il y a aussi la question des transferts d'argent des émigrés qui intéressent au plus haut point les institutions internationales et les différentes banques internationales et nationales...**

Elle préoccupe également nos pouvoirs publics. Nous savons que les émigrés de la première génération ont essentiellement investi dans l'immobilier. Aujourd'hui, les émigrés des nouvelles générations ont d'autres comportements qu'il faudrait accompagner. Ils investissent dans des secteurs porteurs : tourisme, agriculture et commerce. Il nous faut consolider et amplifier ces initiatives en encourageant l'émergence de nouveaux investisseurs. Nous avons lancé une étude pour faire un état des lieux de tout ce qui a été fait en matière d'investissements les décennies précédentes, réfléchir sur des instruments territoriaux, identifier les projets qui sont dans le pipe, les facteurs de blocage et les voies et moyens pour impulser une dynamique et repenser des dispositifs et des institutions comme Bank El Amal qui jusque-là n'a pas donné de résultats.

**Vous avez évoqué les talents et la compétence de la diaspora marocaine. En rappelant que l'une des meilleures motivations reste la confiance, comment faire de sorte que celle-ci s'investisse plus dans le développement du Maroc ?**

Le premier levier est bien sûr la confiance, mais il faut trouver les voies et les moyens pour que cette diaspora participe davantage au développement du pays tout en restant à l'étranger. Nous avons déjà un acquis (le Fincom) dont la première édition a été inaugurée par Mme Chekrouni. Il faut sans doute l'améliorer pour en faire un instrument de développement. Beaucoup de pays, comme le Liban, l'Inde, les Philippines, nous ont précédés dans cette démarche et ont engrangé des résultats extraordinaires.

**Nous avons parlé des différentes générations d'émigrés. Il y a un segment de cette population, celui des retraités qui semble poser problème...**

C'est un dossier que nous avons à cœur. Au niveau de nos consulats, nous avons un programme de renforcement des services sociaux pour accompagner cette population vulnérable et fragile. Beaucoup de retraités font aujourd'hui le va-et-vient entre les deux rives et nous réfléchissons avec le ministère des Finances pour trouver des solutions adaptées aux problèmes de dédouanement des voitures par exemple.